Et, en effet, ce n'est pas une coïncidence si le problème de la défense nationale et de la guerre a été exposé par De Man immédiatement après l'exposition du plan et particulièrement après le problème de la résorbtion du chômage par le développement du marché intérieur. L'acceptation par la bourgeoisie du plan du travail créerait, selon lui, les conditions mêmes pour l'adhésion du prolétariat à la défense nationale. Nonobstant cette acceptation, le prolétariat aurait dû quand même modifier son attitude envers ce problème après la venue au pouvoir d'Hitler. Pour une défense nationale plus efficace encore, dit De Man, et, évidemment, une meilleure défense signifie, pour De Man, l'acceptation du plan du travail par la bourgeoisie, ce qui permettrait de réduire soi-disant les charges de chômage, la protection du marché intérieur contre le dumping social des pays à main-d'œuvre dégradée, et de créer une « meilleure Nation », seule condition pouvant prédisposer le prolétariat à défendre la « patrie ».

Lier la situation économique des travailleurs au problème de la guerre, telle est l'intention véritable de toute le verbiage du plan concernant le relèvement de l'industrie nationale et l'extension du marché intérieur. Et, au point de vue du capitalisme, il n'est pas d'autre solution pour résoudre les contradictions sociales et économiques qu'engendrent son mode de production ; c'est pourquoi elle est vraiment la seule réalité qui, au travers de la démagogie du plan envers les chômeurs, l'ensemble de la classe ouvrière, subsiste dans la campagne du P. O. B.

DANS LES CADRES DE LA CONSTITUTION

Le dernier point du plan a pour but : « de réaliser dans l'ordre politique une réforme de l'Etat et du régime parlementaire qui crée les bases d'une véritable démocratie économique et sociale ».

En premier lieu, tous les pouvoirs émaneront du suffrage universel et l'indépendance et l'autorité de l'Etat et des pouvoirs publics à l'égard des puissances d'argent seront assurés par l'organisation économique et sociale du pays (le plan l'affirme mais, évidemment, ne l'explique pas). Ensuite, il est également prévu la création d'un conseil économique adjoint aux commissariats financiers et des transports — à titre consultatif mais avec droit de contrôle. Une Chambre exercera le pouvoir législatif mais sera assistée, dans l'élaboration des lois, par des conseils consultatifs dont les membres seront choisis en dehors du Parlement en raison de leur compétence.

En somme, la réforme de l'Etat se borne à la suppression du Sénat et à la création de conseils corporatifs ou économiques: la centralisation de son fonctionnement et son contrôle direct sur les masses ouvrières.

Avant la guerre, la conception classique du revisionnisme concernant l'Etat était qu'avec le développement des coopératives, des syndicats, des électeurs socialistes, il était possible de s'emparer graduellement de l'Etat et de le réformer pour en faire l'instrument du socialisme. La conception du plan envers l'Etat nous paraît être à l'idée classique du revisionnisme ce qu'est la notion marxiste envers l'Etat, qu'eut Lénine avant la guerre, à la notion qu'il concrétisa en octobre 1917 en Russie. Ce qui signifie que le plan De Man apporte un semblant de concrétisation de l'idée revisionniste poussée à ses limites extrêmes, dans une période où, **parce qu'il ne faut pas corrompre, mais mobiliser,** la notion de l'Etat doit être concrétisée.

Il est entendu que cette concrétisation ne se base pas sur l'Etat réel, instrument d'une classe, de même que le revisionnisme de Bernstein ne se basait pas sur la réalité, mais sur un Etat inventé de toutes pièces. L'Etat capitaliste ne se base pas sur le Parlement, le Sénat, mais bien sur la réalité de ses baionnettes, ses multiples moyens de répression, sur une administration étatique reliée au capitalisme. Pour autant que le mécanisme démocratique, fonctionnant sur la base de ces piliers véritables de l'Etat, dissimulait aux masses le caractère de classe des institutions capitalistes, corrompait leurs chefs, leurs organisations, pouvait empêcher l'évolution des luttes prolétariennes, il apparaissait comme l'expression « libérale de l'ensemble de la Nation ».

Mais aujourd'hui, plus que jamais, sa réalité se concrétise dans la répression

directe de la lutte ouvrière par-delà les préjugés démocratiques, soit par les moyens « légaux », soit par l'assaut des hordes fascistes.

La réforme visée par le plan est donc essentiellement capitaliste, puisqu'au lieu de toucher à l'appareil d'Etat, à ses piliers fondamentaux, elle tend à centraliser l'aspect de sa réalité, sur la base du renforcement de sa réalité : les moyens militaires de la « Nation », lesquels pourront servir — dans une certaine mesure, par l'enrôlement de mercenaires, pratique qui s'introduit de plus en plus dans certains pays capitalistes démocratiques — à la répression du mouvement ouvrier en même temps qu'à la préparation de la guerre.

Le gouvernement des pleins pouvoirs est un pas vers la simplification de l'appareil de l'Etat: il permet des interventions rapides du capitalisme monopoliste soit pour lutter contre la classe ouvrière, soit pour la lutte inter-capitaliste. Mais ce n'est qu'un pas et non une réforme. Cette dernière, le capitalisme ne pourra la faire que sur la ruine des institutions ouvrières ou avec leur enrôlement, car il s'agit d'affronter la réalité de la guerre avec des prolétaires mobilisés, chauffés, enivrés, dressés bestialement contre leurs frères. **La réforme de l'Etat du plan doit donc être considérée comme la variante socialiste au gouvernement des pleins pouvoirs. Là est sa réalité.**

QUELQUES EXPERIENCES HISTORIQUES

Le plan De Man, nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire, n'est pas une nouveauté. Depuis la guerre, il y eut de nombreuses tentatives de « réformes » socialistes de la société bourgeoise. Immédiatement après l'armistice, la social-démocratie autrichienne lança un plan de socialisation dans des conditions très favorables. Renner était chancelier d'Autriche et O. Bauer fut nommé, à l'Assemblée Nationale, président d'une commission chargée de rédiger des projets de lois concernant la socialisation. Ils étaient soutenus par l'ensemble du prolétariat. Malgré cela, une seule loi fut votée et appliquée: celle des conseils d'usine, lesquels, au nom d'un contrôle sur la production, impossible sans insurrection victorieuse du prolétariat, furent des freins pour l'étouffement des luttes ouvrières. Le plan des austro-marxistes, comme le plan De Man, voulait d'abord assurer la continuité du fonctionnement économique: procéder graduellement, pacifiquement, par la voie de la démocratie. « La révolution politique (?) a été l'œuvre de la violence, disait O. Bauer, la révolution sociale ne peut être que l'ouvrage d'un travail constructif et organisateur ».(« Arbeiter-Zeitung », 1919). On aurait socialisé par une expropriation — indemnisé intégralement par un impôt sur le revenu — les industries fondamentales. Un secteur libre, mais dirigé, aurait également été maintenu et l'Etat aurait joué le rôle d'arbitre entre exploités et capitalistes non expropriés ou participant à la gestion des branches socialisées. Evidemment, le suffrage universel devait être l'arbitre suprême pour la nomination des pouvoirs publics.

A cette époque, la Commune Hongroise était un exemple contagieux pour les ouvriers autrichiens ; c'est pourquoi la social-démocratie apparut avec ses projets de socialisation. Dès 1920, les ouvriers, canalisés autour de la social-démocratie, la Commune Hongroise écrasée, le bloc des forces bourgeoises renversa « démocratiquement » Renner et le remplaça par un social-chrétien. Immédiatement, les bavardages sur la socialisation furent remisés au musée des accessoires et la lutte pour l'obtention pacifique de la « majorité » recommença. Les canons de Dollfuss viennent, ces dernières semaines, de donner une solution au problème de la « majorité » en même temps qu'à celui de la socialisation : seule la force, le rapport de force, peut définitivement résoudre et le problème de l'Etat et celui de la socialisation.

***

La seule expérience historique qui soit vraiment concluante au sujet de ces problèmes reste, évidemment, la révolution russe. Le point central de la lutte des bolchéviks fut d'abord la conquête du pouvoir politique: s'emparer de l'Etat, le briser et ériger l'Etat prolétarien: la dictature de la classe ouvrière, au travers de son parti révolutionnaire, seule mesure brisant la puissance du capitalisme et permettant le passage à la socialisation des moyens fondamentaux de production ex-